

AK 8104

Zsuz 600341

ANNALES

DE

# L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

TOME XIV. — Année 1937

(Nouvelle Série)

S, 1-13

LA POLITIQUE IMPÉRIALE AU MOYEN AGE  
ET L'HISTORIOGRAPHIE ALLEMANDE  
CONTEMPORAINE

PAR

Robert LATOUCHE



GRENOBLE

ALLIER PÈRE ET FILS, IMPRIMEURS DE L'UNIVERSITÉ

26, Cours Jean-Jaurès, 26

1937

87/733

**MONUMENTA GERMANIAE  
HISTORICA**

---

LA

**POLITIQUE IMPÉRIALE AU MOYEN AGE**

**ET L'HISTORIOGRAPHIE ALLEMANDE**

**CONTEMPORAINE**

par **Robert LATOUCHE**

---

Un savant historien allemand remarquait combien il est plus difficile de condenser en un manuel l'histoire d'Allemagne que celles de France et d'Angleterre. De bonne heure ces deux pays ont réalisé leur unité, tandis que l'Allemagne vient à peine ou plus exactement est en voie d'achever la sienne. De cette tardive évolution, qui est responsable? Les hommes ou les choses, c'est-à-dire le destin. Il est téméraire, peut-être même vain de prétendre répondre à une question qui ne pourrait être scientifiquement résolue que si le cours de l'histoire était réversible. Mais ce qui n'est guère contestable, c'est que la politique des empereurs germains du moyen âge, avec ses tendances universelles et particulièrement ses efforts pour réaliser et maintenir l'hégémonie sur l'Italie, a eu sa part de responsabilité dans les destinées de l'Allemagne. Aussi a-t-elle été diversement jugée par les historiens allemands eux-mêmes, et M. Friedrich Schneider, professeur à l'Université d'Iéna, vient de rendre un service signalé en résumant brièvement, mais avec une précision qui est par-

fois émouvante, les opinions des principaux historiens allemands modernes sur la politique impériale au moyen âge<sup>1</sup>. Ce sont des jugements de valeur, d'où la passion n'est pas toujours exclue, mais dont la sincérité inspire le respect. Il en ressort surtout l'impression d'un effort persévérant pour pénétrer plus profondément la réalité.

C'est un ouvrage jadis célèbre de Wilhelm von Giesebrecht<sup>2</sup> qui sert de point de départ à l'étude de M. Schneider. Le critique rappelle que le premier volume, qui se poursuit jusqu'à la mort d'Otton III, parut en 1855, accompagné d'une introduction où Giesebrecht exprimait l'espoir que le désir passionné d'unité et de grandeur nationales qui animait ses compatriotes trouverait un appui dans l'étude d'une époque lointaine où une Allemagne unifiée, grande et puissante, avait été une réalité. C'était faire dévier, dans une arrière-pensée politique, la recherche historique de son objet essentiel qui est la recherche de la vérité, et surtout c'était se représenter l'Empire allemand au moyen âge et la politique impériale sous un aspect trop simple pour être exact. M. Schneider définit la conception de Giesebrecht et de ses adeptes en deux mots expressifs dont il est difficile de trouver l'équivalent français : « *grossdeutsche Geschichtsauffassung* »<sup>3</sup>. Il s'agit d'une sorte de gibelinisme historique, d'exaltation de la grandeur impériale, de sentiment nostalgique pour une époque où un empire allemand dominait l'Europe occidentale.

Une vue aussi grandiose était à la fois trop factice et trop schématique pour ne pas appeler la contradiction. Or, cette contradiction s'est manifestée dès l'année 1850 sous une forme ardente dans le fameux discours académique prononcé à

<sup>1</sup> *Neuere Anschauungen der deutschen Historiker zur Beurteilung der deutschen Kaiserpolitik des Mittelalters*, 2<sup>e</sup> éd., Weimar, 1936, 86 p. in-8°. — C'est la lecture de cet excellent opuscule qui a inspiré notre article.

<sup>2</sup> *Geschichte der deutschen Kaiserzeit*.

<sup>3</sup> Fr. Schneider, *op. cit.*, p. 15.

Munich par H. von Sybel. Le point de vue est opposé, car Sybel représente ce que M. Schneider désigne d'un terme, qui lui aussi est suffisamment expressif dans son dédain pour n'avoir pas besoin d'être traduit, la « *kleindeutsch — norddeutsch — protestantische Auffassung*<sup>4</sup> ». Cette définition un peu sévère laisserait supposer que Sybel n'était pas dégagé de toute préoccupation politique, ni confessionnelle. Cependant il s'en est défendu et il a même déclaré que seules des recherches objectives l'avaient amené à formuler un jugement sur les funestes conséquences d'une politique qui visait à la domination du monde et à regretter que, suivant l'exemple des rois de France et d'Angleterre, les empereurs germaniques n'aient pas modéré leurs ambitions. C'est la politique italienne qui est surtout visée dans cette condamnation.

Des historiens contemporains, G. von Below et Fritz Kern<sup>5</sup>, ont repris le jugement sévère de Sybel. Kern a alimenté la polémique d'arguments nouveaux. Non seulement, dit-il, la politique médiévale des empereurs allemands a retardé l'unification de l'Allemagne en même temps qu'elle a été un obstacle à celle de l'Italie; mais ses funestes conséquences se sont prolongées jusqu'à nos jours. C'est par sa faute qu'un reste de domination étrangère subsistait encore en 1914 sur le sol de l'Italie du nord. Ainsi l'entrée en guerre des Italiens dans le camp des ennemis de l'Allemagne serait en dernière analyse imputable à la regrettable politique de l'Empire médiéval.

En restant sur ce terrain, la polémique risquait de devenir stérile. Il convenait d'adopter une méthode plus scientifique et, pour reprendre un terme de M. Schneider, « moins dilettante ». En s'abritant derrière la personnalité de celui qu'il appelle le « maître de tous les maîtres (*Meister aller Meister*) », Léopold von Ranke, M. Schneider ajoute que l'essentiel est d'établir

---

<sup>4</sup> Fr. Schneider, *op. cit.*, p. 17.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 27 et suiv.

solidement les faits et de les faire parler pour nous révéler comment les choses se sont effectivement comportées.

L'historiographie allemande contemporaine a adopté cette méthode et du même coup de nouvelles perspectives se sont ouvertes sur le moyen âge allemand. Le fossé qui se creusait entre deux conceptions opposées a été comblé peu à peu parce qu'on a compris que la politique médiévale ne devait pas être appréciée selon les critères de la politique moderne. Hégélien peut-être inconscient, M. Schneider évoque une troisième conception qui serait destinée à opérer dans une unité harmonieuse la synthèse des deux précédentes; il l'appelle « *gesamtdutsche Geschichtsauffassung* », en mettant l'accent sur son caractère allemand et totalitaire. Il y a un peu d'artifice dans cette dialectique. La vérité est que beaucoup d'idées ingénieuses et fécondes ont été lancées depuis une vingtaine d'années comme si les historiens allemands, désireux de voir plus clair dans le passé de leur pays, s'étaient donné le mot pour publier le résultat de leurs méditations. Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'une conception nouvelle, mais de réflexions individuelles, qui n'ont qu'un caractère commun, le désir de résoudre des contradictions apparentes et de juger équitablement un passé glorieux mais périmé.

Parmi tous les efforts qui ont été tentés dans ce sens, il faut mettre à part celui de M. le professeur Brackmann<sup>6</sup>, parce que nul n'a mieux réussi à découvrir les horizons de l'histoire impériale au moyen âge. L'éminent historien a tenté d'expliquer et de justifier la politique des empereurs et de déterminer les causes de son insuccès, de ce qu'il appelle la grande catastrophe de l'empire au moyen âge. Quel est le principal grief que les Sybel, les Below, les Kern ont adressé à la politique des souverains germaniques depuis Otton I<sup>er</sup>? C'est son défaut

---

<sup>6</sup> Sur les travaux de M. Brackmann, voir la copieuse note bibliographique de M. Schneider (*op. cit.*, p. 72, note 50).

d'unité et de cohérence. Kern reproche à Otton I<sup>er</sup> d'avoir négligé l'exécution de ses vastes plans à l'est de l'Allemagne pour rechercher la couronne impériale à Rome dans une intention de pure gloriole, parce qu'il voulait rivaliser avec Charlemagne. Or, il ne suffit pas pour justifier Otton I<sup>er</sup> de mettre en relief, comme l'a tenté Giesebrecht, l'éclat que la politique italienne des empereurs a fait rejaillir sur l'Allemagne. C'est une excuse à la rigueur, mais ce n'est ni une justification ni surtout une explication. Les vues de M. Brackmann sont plus incisives. L'alternative : politique orientale ou politique italienne est considérée par lui comme une conception moderne. En réalité, les deux politiques se conditionnaient. La grande pensée qu'a eue Otton de conquérir le monde slave ne pouvait se réaliser que d'accord avec Rome. La preuve la plus frappante qu'en donne M. Brackmann c'est qu'Otton a été couronné le 2 février 962 à Rome, dans l'église Saint-Pierre, et que dix jours après, le 12 février, était fondé l'archevêché de Magdebourg dont la création a été le point de départ de l'évangélisation et de la germanisation de l'est.

Mais la politique italienne se défend encore par d'autres raisons. On oublie trop aujourd'hui que l'Italie était, au x<sup>e</sup> siècle, le centre de la civilisation occidentale. En occupant en 951 la Haute Italie, Otton a prévenu les dangers qu'eût présentés pour l'Allemagne l'union de ce pays avec le royaume de Bourgogne. L'un des plus grands aurait été la fermeture des cols des Alpes. Un tel danger n'est pas imaginaire. L'historien Richer raconte dans son Histoire <sup>7</sup> comment en 981 Lothaire, roi de France, et sa femme essayèrent d'empêcher Hugues Capet, qui était en Italie, de rentrer en France en faisant surveiller les cols par des émissaires du roi de Bourgogne Conrad. Hugues Capet ne réussit à échapper à la surveillance qu'à la faveur d'un déguisement.

---

<sup>7</sup> Voir notre édition de l'*Histoire de France* de Richer (t. II, Paris, 1937, p. 108 et suiv.).

Avant M. Brackmann, d'autres historiens avaient déjà mis l'accent sur les motifs impérieux tant politiques qu'économiques qui rendaient nécessaire une intervention en Italie. A ceux qui regrettent rétrospectivement qu'Otton n'ait pas pratiqué une politique moins expansive, c'est-à-dire une politique de renonciation à l'Italie, M. Haller<sup>8</sup> objecte les périls qu'aurait présentés la formation d'un grand royaume italien. Le pape serait devenu le sujet du souverain de ce royaume, et toutes les révoltes des ducs auraient eu pour conséquence de faire du roi de Germanie la proie de ce personnage tout-puissant. Aussi peut-on affirmer, en reprenant une forte expression de M. Robert Holtzmann, que la politique impériale d'Otton le Grand a été tout simplement une politique nationale<sup>9</sup>.

La même idée est soutenue par M. Ph. Hildebrandt<sup>10</sup> : lui aussi estime que la politique prétendue universelle des empereurs a été en réalité une politique nationale, et les arguments qu'il propose à l'appui de sa thèse ne sont pas négligeables. Au commencement du x<sup>e</sup> siècle, sous le règne d'Henri I<sup>er</sup>, le roi de Germanie n'est encore que le président à vie d'une fédération de ducs nationaux héréditaires, fédération qui est informe, puisqu'elle n'a pas même de nom propre. Pour souder ensemble dans une unité compacte une masse encore mal liée, il fallait l'attrait d'une idée force supérieure et celui d'une grande entreprise de politique extérieure. L'idée force a été

<sup>8</sup> Fr. Schneider, *op. cit.*, p. 24-27. Le critique cite surtout l'ouvrage intitulé *Die Epochen der deutschen Geschichte* (Stuttgart, 1923) ; mais il remarque justement que M. Johannes Haller a soutenu de nouveau son point de vue dans d'autres ouvrages. Dans la préface du livre qu'il a consacré à l'ancien Empire germanique (*Das altdeutsche Kaisertum*, 7<sup>e</sup> éd., Leipzig, 1934), M. Haller déclare que cet Empire n'a pas été une aventure, ni un rêve romantique, mais l'expression d'une politique réaliste.

<sup>9</sup> L'auteur vient de soutenir cette idée avec une vigueur qui entraîne la conviction dans un bel ouvrage destiné au grand public, qu'il a publié à Berlin, en 1936, à l'occasion du millénaire de l'accession du trône d'Otton le Grand : « *Kaiser Otto der Grosse* ».

<sup>10</sup> Fr. Schneider, *op. cit.*, p. 35 et suiv.



l'idée catholique et l'objectif tangible l'Italie, dont les richesses étaient seules capables d'exciter les convoitises.

L'argument pécuniaire méritait aussi d'être jeté dans le débat. L'armement de la chevalerie est coûteux, qu'il s'agisse des hommes ou des chevaux; il exige de l'argent, et il n'y avait que l'Italie qui pût le fournir en grande quantité. Dans une patiente étude de sources, une historienne, M<sup>me</sup> Gertrude Deibel<sup>11</sup>, a mis en lumière l'aspect financier de la politique impériale; elle a montré que l'empereur Barberousse a pressuré d'impôts de toutes sortes la ville de Milan et son territoire. Au cours de leurs expéditions en Italie, Frédéric I<sup>er</sup> et Henri VI ont poussé à l'extrême la poursuite de leurs intérêts financiers.

Les raisons économiques qui militaient en faveur de la politique italienne n'étaient pas moins fortes. M. Haller nous invite à oublier la carte du monde moderne pour nous rappeler que l'Allemagne d'autrefois était l'*Hinterland* de l'Europe; la barbarie commençait à sa frontière orientale. Elle était située de l'autre côté de la grande route du commerce mondial, dont l'artère centrale, partant de l'Asie Mineure, passait par Constantinople, la Méditerranée, pour se prolonger jusqu'en France à travers les Alpes occidentales, en restant en dehors de l'Allemagne qui, au x<sup>e</sup> siècle, n'était reliée à l'Italie que par les cols du Brenner et de Septimer. Venise occupait sur cette route une place éminente; c'était la tête de pont, le point d'appui principal du commerce byzantin en occident. Quand on a évoqué ces réalités géographiques, on comprend encore mieux la menace qu'aurait été pour l'Allemagne un royaume d'Italie unifié et puissant qui se serait formé entre ses frontières et Venise.

M. Brackmann a insisté à son tour sur ces considérations de caractère économique. Ce n'est pas le fait d'un pur hasard, remarque-t-il, si l'histoire du marchand allemand commence précisément avec Otton I<sup>er</sup>. En dépit de quelques sacrifices, la

---

<sup>11</sup> Fr. Schneider, *op. cit.*, p. 48.

politique italienne a provoqué un essor extraordinaire de la Germanie. Au début du moyen âge, l'Italie est le seul centre réel de la civilisation en Europe; au contraire, au XIII<sup>e</sup> siècle, la culture allemande est sur le point de dépasser la culture italienne. Les cathédrales allemandes ne le cèdent pas en beauté à celles de l'Italie; les cités commerçantes des rives du Rhin et de la Souabe soutiennent la comparaison avec les villes transalpines. Le centre du commerce européen s'est déplacé, depuis le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, de l'Italie septentrionale vers la Champagne, par conséquent vers le voisinage immédiat de la frontière allemande. En présence de tels résultats, peut-on reprocher à la politique italienne des empereurs d'avoir entraîné la chute de l'empire allemand?

L'auteur est ainsi amené à rechercher la cause véritable de cette décadence. Il la trouve dans l'institution impériale elle-même et non dans une erreur politique de ses représentants. Pour se rendre à sa subtile argumentation il faut avoir restitué tout d'abord au concept d'empire sa pureté originelle en le dégageant de toute arrière-pensée de politique moderne. Le « leit-motiv » de la politique impériale au moyen âge, ce n'est pas l'Allemagne, c'est l'« universale imperium ». L'élément national est à l'arrière-plan, derrière l'élément religieux. Quels que soient les moyens employés par Otton I<sup>er</sup> pour arriver à ses fins, son idéal est le même que celui de Charlemagne; c'est la domination de tout le monde chrétien ou plus exactement de tout l'occident chrétien, et le pouvoir que s'arrogé l'empereur a un caractère à la fois spirituel et temporel; l'historiographie française contemporaine a trouvé pour le définir le mot ambigu de « césaropapisme ».

Certains sociologues allemands ont désavoué Charlemagne, le vainqueur et le bourreau des Saxons, qu'ils appellent le destructeur de l'esprit allemand parce qu'ils lui reprochent d'avoir anéanti les derniers représentants de la pure civilisation germanique dans l'Europe continentale. Il ne semble pas, à juger par les réponses faites à un curieux questionnaire sur le

grand empereur, que ces racistes aient fait école ni que la plupart des historiens allemands soient disposés à le sacrifier. M. Schneider en donne une raison inspirée par l'opportunisme politique : renoncer à « Karl der Grosse » c'est céder aux prétentions françaises sur Charlemagne. Il est juste de reconnaître que les historiens allemands ne s'en sont pas contentés. M. Halper a même tenté une réhabilitation systématique du vieil empereur. N'a-t-il pas été jusqu'à prétendre, au risque de froisser la sensibilité de ses compatriotes, que les guerres de Saxe ont été un service rendu à la civilisation? En soumettant les Saxons, en les incorporant à l'empire franc, Charlemagne a paré au danger que présentait pour l'Europe occidentale et les Saxons eux-mêmes la pression continue des Slaves de l'est. D'autre part, si on songe que grâce à cette incorporation toutes les races qui devaient plus tard former le peuple allemand ont été réunies pour la première fois dans un corps collectif, on est obligé de reconnaître que la politique suivie par Charlemagne a été la condition de l'établissement d'un état allemand et d'une nation allemande.

L'historien allemand a vu juste. C'est une illusion, une sorte de mirage romantique de prétendre que les Saxons étaient capables de conserver et de défendre l'antique civilisation du paganisme germanique. La victoire du christianisme dans le monde german, la conversion même des Saxons était une nécessité. M. le professeur Hampe l'affirme de son côté quand il affirme que Widukind n'a pas eu d'influence sur la marche de l'évolution historique et qu'il ne pouvait pas en avoir.

Peut-on d'ailleurs rejeter Charlemagne? Sa conception impériale a été reprise par Otton le Grand. Désavouer Charlemagne, ce serait aussi désavouer Otton. L'objectif essentiel de leur politique a été le même : protéger l'Eglise en la dominant, mission grandiose mais qui ne pouvait être remplie qu'à condition que le pouvoir spirituel fût lui-même faible ou indigne. Il est faible sous Charlemagne; il est indigne sous Otton. Or, la déchéance de la papauté ne sera pas durable, et le mouve-

ment réformiste issu de Cluny privera les empereurs allemands de leur fonction essentielle. Restaurée, revivifiée, la papauté s'acquittera désormais de la mission spirituelle qui lui appartient en propre et que les empereurs, Charlemagne d'abord, Otton ensuite et ses successeurs, n'ont assumée qu'à défaut des pontifes romains. Mais cette restauration aura une douloureuse résonance; elle videra l'« imperium universale » de son contenu. L'Eglise romaine universelle est l'écueil contre lequel a échoué l'Empire germanique universel. C'est ce que M. Brackmann exprime sous une forme pathétique : la grande tragédie de l'empire allemand médiéval consiste en ce que l'institution a perdu sa signification et proprement sa raison d'être.

M. Brackmann n'est pas le seul qui ait relevé le caractère dramatique de l'échec du « Premier Reich ». M. Cartellieri<sup>12</sup> accuse le destin qui a fait coïncider l'élection de Grégoire VII avec la mort précoce d'Henri III, l'avènement d'un enfant Henri IV et la régence d'une femme incapable Agnès, et il s'incline avec mélancolie devant le dessein impénétrable de la Providence qui a voulu que l'empereur Henri III disparût prématurément sans successeur capable de gouverner. Un grand pape a pénétré dans la brèche pour accomplir contre le « Reich » la réforme de l'Eglise, dont le défunt souhaitait la réalisation par le Reich et pour lui.

Les conséquences de la déchéance impériale ont été désastreuses pour l'Allemagne. Il en est une sur laquelle M. Haller a insisté à juste titre. La royauté germanique ayant cessé d'exercer la protection de l'Eglise chrétienne, la conduite des croisades lui a échappé pour passer dans les mains du pape et du roi de France. On sait, grâce à une pénétrante étude de M. Erdmann, comment la notion d'une guerre chrétienne a lentement mûri dans la conscience religieuse du moyen âge;

---

<sup>12</sup> *Der Aufstieg des Papsttums im Rahmen der Weltgeschichte (1047-1095)*, Munich et Berlin, 1936, p. 110.

elle a abouti à l'idée d'une croisade contre les Sarrasins pour la reconquête des Lieux saints sous le pontificat d'Urbain II, pape français, alors que la déchéance impériale était déjà consommée<sup>18</sup>.

L'effondrement lamentable de l'empire est un drame dont la cause doit être cherchée non dans une politique extérieure aventureuse, ni dans un expansionnisme dévoyé, mais dans une lutte culturelle, dans l'âpre opposition qui a surgi entre les empereurs et les papes au sujet des devoirs de l'empire. La papauté l'a emporté du jour où l'empire est devenu un organisme réduit à fonctionner à vide, une institution superflue (*überflüssig*), pour reprendre la sévère épithète dont se sert M. Brackmann. Avec une haute sincérité, l'historien n'hésite pas à reconnaître que les contemporains les plus religieux ont été convaincus du bon droit de l'Église.

Est-ce à dire cependant que la déchéance de l'empire n'ait été accompagnée d'aucun regret? Le témoignage de Dante, que M. Holtzmann a évoqué justement, est la preuve du contraire; mais l'attachement nostalgique du poète à l'empire serait incompréhensible si la tradition impériale n'avait pas eu les caractères que M. Brackmann a décrits, un aspect proprement universel, dépouillé de tout nationalisme. Celui que Dante invoque désespérément dans son appel à Henri VII, ce n'est pas l'étranger envahisseur, le roi germain, mais le protecteur de l'Église et de la Chrétienté, qu'il adjure de reprendre la mission providentielle, plusieurs fois séculaire, qui a été jadis dévolue à l'Empire.

A son époque plus encore qu'un siècle auparavant son appel était apparemment justifié parce qu'après avoir rempli pendant plusieurs siècles cette haute mission, la papauté semblait en être redevenue indigne ou incapable, comme au temps de Charlemagne ou d'Otton le Grand. La brutalité de Boniface VIII,

---

<sup>18</sup> Carl Erdmann, *Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens*, Stuttgart, 1935, *passim*.

la faiblesse de ses successeurs en offraient des preuves attris-tantes. En réalité, un froid observateur du présent de qui la pensée n'eût pas été obscurcie comme celle de Dante par le souvenir d'un passé périmé, pouvait déjà discerner la cause de l'impuissance pontificale : l'essor des Etats nationaux à l'ouest et à l'est; mais cet essor, qui présageait la fin de la papauté politique universelle, eût été un obstacle non moins infranchis-sable à la résurrection de l'empire.

Dans l'examen que la conscience historique germanique tente de son passé, dans les réflexions que M. Schneider a heureu-sément groupées, on ne saurait voir un système clos, mais un effort pour s'élever à une vue d'ensemble, à ce que nos voisins appellent une « Weltanschauung ». On observe surtout une tendance générale des historiographes à réintégrer le moyen âge dans le passé allemand. C'est une réaction remarquable contre la doctrine plus politique que scientifique du néopaga-nisme germanique. Un historien allemand s'est expliqué nette-ment sur ce point dans un ouvrage récent : « On a voulu, écrit M. Frederik Adama van Scheltema <sup>14</sup>, voir dans le tournant d'histoire qu'est le moyen âge une rupture de la civilisation; la culture germanique aurait été alors sacrifiée à l'Eglise pour rester étouffée pendant des siècles. C'est surestimer l'efficacité d'influences étrangères; mais c'est aussi méconnaître le ressort propre à l'âme nordique dont les ressources étaient loin d'avoir été épuisées pendant l'antiquité. » L'historien a touché un point névralgique et sa protestation est l'expression d'une pensée libératrice, comme il le dit sous une forme à la fois solennelle et émue. La conception historique un peu simpliste qu'il combat place l'homme nordique, le Germain, dans la douloureuse alternative de s'exiler dans l'antique civilisation méridionale qui lui est étrangère ou de demeurer à l'état barbare de nature. Le néopaganisme se condamne à rayer de l'histoire allemande

---

<sup>14</sup> Nous empruntons cette citation à M. Fr. Schneider (p. 53).

un millénaire de civilisation chrétienne. Combien plus sensée est l'attitude de M. Adama van Scheltema et de la grande majorité des médiévistes allemands quand ils revendiquent le moyen âge comme une seconde époque du développement de la culture nordique pendant laquelle l'esprit germanique s'est révélé sous un aspect nouveau, l'aspect chrétien, sans renoncer à lui-même.

Il convenait d'insister après M. Schneider sur une déclaration qui semble conforme aux tendances de l'historiographie allemande contemporaine. La réclame bruyante de certains ouvrages et brochures de propagande publiés depuis quelques années risque de faire oublier qu'il reste encore en Allemagne de nombreux travailleurs intellectuels, consciencieux et clairvoyants. Ces historiens, ces érudits poursuivent discrètement un labeur méthodique sans manifester d'hostilité à un régime qu'ils acceptent loyalement, mais sans paraître non plus se considérer comme obligés d'accepter les excès idéologiques de ses partisans outranciers.

---







